

François Bayrou a tenu, samedi 9 juillet, une conférence de presse en clôture du Conseil national du Mouvement Démocrate, qui se tenait à l'Assemblée nationale, à Paris.

Merci beaucoup. C'était donc la première réunion du nouveau Conseil national, puisque partout en France ont eu lieu des élections qui ont renouvelé le parlement du mouvement et qui ont en même temps renouvelé les responsables départementaux, avec des résultats intéressants, puisqu'il y a eu près de 50 pour cent de responsables nouveaux qui ont été élus. Le Conseil national est donc renouvelé à peu près pour moitié. Il est à la fois paritaire et représente l'ensemble du territoire national.

Cette rencontre du nouveau Conseil national élu est intervenue dans un climat très préoccupant pour la France et dans une période dans laquelle s'ouvre l'échéance majeure que nous connaissons l'année prochaine en France, c'est-à-dire les élections présidentielle et législative.

Le premier sujet brûlant a été illustré hier par l'annonce de chiffres catastrophiques pour le commerce extérieur de la France, puisqu'une nouvelle fois, et c'est la troisième fois depuis le début de l'année, on a battu le record de tous les temps du déficit extérieur de notre pays. Comme chacun l'imagine bien, quand un pays est obligé d'acheter à l'extérieur plus qu'il ne peut vendre, cela veut dire que c'est un pays qui s'appauvrit à un niveau qui n'a jamais été atteint en France depuis des décennies.

La perte sur les seuls 31 jours du mois de mai a été de 7,5 milliards d'euros et comme la perte avait déjà été de 7,2 milliards d'euros au mois d'avril, cela représente en deux mois 15 milliards de déficit, 15 000 millions d'euros qui ont été adressés à tous les pays qui nous entourent !

Cette situation est accablante pour notre pays et pour son avenir. Pour nous, c'est un grand sujet de préoccupation. Ceux qui nous suivent depuis longtemps savent que pour notre mouvement, c'est quelque chose d'extrêmement fort. Si nous n'inversons pas ce mouvement, le modèle français n'y survivra pas. Bien entendu, j'aurai dans les mois qui viennent l'occasion de m'exprimer sur ce sujet, parce que je crois que les conditions ne sont pas remplies pour que nous inversions cette hémorragie à laquelle la France est soumise. C'est l'incapacité à soutenir le projet national du pays qui est en cause.

Deuxième sujet extrêmement lourd, qui a été illustré par la polémique absolument infondée, qui a été lancée par le Ministre de l'Intérieur, à propos du rapport de la Cour des Comptes sur la sécurité du pays. Ce rapport dit une chose très simple : les résultats ne sont pas là et ne sont pas à la hauteur des annonces multiples, des réorganisations proclamées qui ont été faites dans notre pays.

Cela veut dire simplement que l'orientation générale de la politique de sécurité n'est pas la bonne et que les résultats ne sont pas au rendez-vous. C'est très préoccupant et très choquant pour les Français surtout de la part d'un Gouvernement qui a mis ce chapitre au premier rang de ses urgences et priorités. D'ailleurs on pourrait regarder de la même manière ce qu'est la réalité de l'immigration après la multiplicité des annonces qui, au travers du temps, ont été faites notamment entre les chiffres proclamés et la réalité du pays. Même dans les priorités du pays, on est devant une réalité que les Français jugent très sévèrement, presque douloureusement parce qu'ils savent que l'affirmation publique et en décalage avec la réalité. Par exemple, je reviens au commerce extérieur : quand le Gouvernement ou les responsables du pouvoir nous disent « la crise est derrière nous, nous dû faire beaucoup d'efforts mais aujourd'hui ça va mieux et on voit bien que la reprise est là, que la croissance est repartie » tout le monde sait intuitivement que ce n'est pas vrai.

Quand l'INSEE dégrade l'espérance économique de la France et ça a été le cas hier, en disant que l'on atteindrait pas au deuxième semestre les chiffres qui ont été envisagés et que l'on se contenterait d'une croissance de 0,2 points sur 3 mois, c'est-à-dire extrêmement loin des 2,5 pour cent qui ont été annoncés. L'INSEE ne fait que faire le constat des difficultés qui sont rencontrées par les Français dans la vie de tous les jours car ces réalités de bilan, les gens les vivent, ce n'est pas seulement des réalités que l'on voit de loin. Il faut donc préparer pour la France un

avenir différent.

Cet avenir nous avons la capacité de le penser différent parce que nous avons choisi d'être indépendant et naturellement vous voyez à quel point les forces politiques, qui sont engagées dans des alliances mécaniques, qui ont d'ores et déjà choisi la dépendance à l'égard des deux grands partis ces partis-là, les partis traditionnels français et traditionnellement dominants, ces partis-là sont dans l'incapacité de parler parce qu'ils sont obligés de dire que, pour les uns que le bilan est bon et pour les autres ils noueront des alliances au second tour dont on connaît déjà la destination.

Nous pensons, et nous aurons des semaines pour le dire et le défendre, que les promesses qu'on fait et les solutions qu'on propose aujourd'hui, que ce soit la continuité ou l'alternance du PS, ne correspondent pas aux attentes et à la situation du pays. J'ai par exemple été heureux que Manuel Valls et Jean Marie Le Guen disent l'un et l'autre que ça n'était pas vrai qu'on créerait 300 000 emplois jeunes et qu'il n'était pas vrai qu'on reviendrait à la retraite à 60 ans. Cela signifie pour nous que, dans le pays, un certain nombre de réalités s'imposent. La nouvelle conscience qui en train d'apparaître selon moi, cela présage une démarche politique nouvelle pour la France et nous serons au rendez-vous de sa définition, de son élaboration et de sa préparation.

C'était un Conseil national de mobilisation, utile, et la prochaine rencontre en groupe que nous aurons ce sera notre Université de rentrée, les 16, 17 et 18 septembre à Giens, que nous abordons d'ores et déjà dans un esprit d'ouverture et de rassemblement.

Je suis allé à Angers samedi dernier, il y a exactement une semaine, à l'invitation de Jean Arthuis et de son organisation l'Alliance centriste. J'y suis allé pour dire que ce défi immense de redresser notre pays, nous devons le relever ensemble. Pas seulement avec ceux qu'on appelle « centristes », parce que je pense que la démarche de redressement dépasse même le Centre. Naturellement, les femmes et les hommes qui appartiennent à ce grand courant démocratique y ont toute leur place par vocation. Parce que le choix politique qui est le nôtre, qui est de construire une politique à partir de la vérité qu'on dit au pays, pas à partir de promesses, pas à partir de mensonges, pas à partir de faux semblants, mais à partir de la vérité qui est seule mobilisatrice. Je ne vais pas reprendre une citation historique qui disait que « seule la vérité est révolutionnaire », mais en tout cas, seule la vérité permet le redressement.

Nous croyons dur comme fer, dur comme béton à cette démarche qui part de la vérité pour arriver à la volonté politique. C'est notre maxime et c'est notre choix. En des temps aussi graves que je viens de définir et d'illustrer à l'instant, c'est la seule réponse possible qu'une vie démocratique puissante et juste puisse trouver.

C'était l'ambiance et le climat et le mot d'ordre de ce Conseil national.